

**Interreg**



Cofinancé par  
l'Union Européenne  
Medegefinancierd door  
de Europese Unie

**France - Wallonie - Vlaanderen**



# **FICHE PRATIQUE**

## **Dépenses éligibles**

**Annexe 2 – Marché publics  
Versant wallon**

**Version décembre 2024**



## Dispositions à suivre en matière de marchés publics et de mise en concurrence pour le versant wallon

Validé le 12/2022 – revu 12/2024

Le projet est réalisé en se conformant à la législation de l'Union, au droit national et au droit régional et chaque dépense qui s'y rattache doit notamment être conforme notamment aux principes issus des marchés publics tels que la mise en concurrence et l'égalité de traitement.

Lorsque le bénéficiaire est un **pouvoir adjudicateur**, il est tenu de respecter la réglementation en vigueur relative aux marchés publics (tant belge qu'europpéenne) à tout stade de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute dépense présentée.

L'utilisation de la subvention est subordonnée à l'insertion dans les documents de marché relatifs au projet d'une ou de plusieurs clauses environnementales, d'une ou de plusieurs clauses sociales et d'une ou de plusieurs clauses éthiques visant à lutter contre le dumping social.

En cas de non-respect de la réglementation relative aux marchés publics, il sera fait application des orientations de la Commission européenne pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses du marché cofinancées par l'Union.

Lorsque le bénéficiaire **n'est pas pouvoir adjudicateur**, il est tout de même tenu de respecter les principes généraux de mise en concurrence, de transparence et d'égalité de traitement. Pour être considéré comme pouvoir non-adjudicateur, le bénéficiaire doit prouver qu'il ne répond pas aux critères définissant la notion d'organisme de droit public et de pouvoir adjudicateur (directive 2014/24/UE du 26 février 2014, article 2 laquelle a été transposée en droit interne par la loi du 17 juin 2016).

Tout achat est toujours passé sous la seule et entière responsabilité du bénéficiaire, qu'il soit pouvoir adjudicateur ou non pouvoir adjudicateur.

Les modalités de validation des dépenses varient si le bénéficiaire est pouvoir adjudicateur ou peut prouver ne pas l'être.

### 1. LE BÉNÉFICIAIRE EST POUVOIR ADJUDICATEUR

#### 1.1. Avis technique d'opportunité

**Pour les marchés publics dont le montant estimé est égal ou supérieur à 30.000 € HTVA**, l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement peut émettre un avis technique d'opportunité sur le Cahier spécial des charges relatif au marché passé dans le cadre du PROJET, ou tout



autre document descriptif comprenant les spécifications techniques, les conditions contractuelles proposées et les obligations applicables. Cet avis est émis via les formulaires ad hoc disponibles sur le [site web du programme](#) et porte sur les points suivants :

- L'adéquation avec le PROJET au regard de son contenu et de ses objectifs ;
- La prise en compte des clauses environnementales, sociales et éthiques du marché ;
- Le respect des règles en vigueur (urbanisme, ...) ;
- Le caractère clair, précis, univoque des clauses de réexamen.

L'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement dispose de 30 jours calendaire à compter de l'introduction du dossier complet pour rendre son avis technique d'opportunité.

L'avis émis peut être de 3 ordres :

- Positif : les dépenses correspondantes pourront être introduites sur base du marché passé en l'état ;
- Réserve : les dépenses correspondantes pourront être introduites dès lors que les documents du marché auront été adaptés en tenant compte des réserves émises ;
- Négatif : les dépenses relatives au marché sont inéligibles.

Si l'avis technique n'est pas rendu dans les 30 jours, le BÉNÉFICIAIRE peut lancer son marché en l'état et l'opportunité sera au plus tard analysée lors du contrôle de légalité.

## **1.2. Contrôle de légalité**

**Pour les marchés publics d'un montant attribué inférieur à 30.000 € HTVA**, le contrôle de légalité du marché porte sur le respect des principes généraux de mise en concurrence, de transparence et d'égalité de traitement. Ce contrôle de légalité est effectué par le CPN sur base, notamment, des documents suivants insérés dans l'application :

- Un document justifiant d'une mise en concurrence suffisante et du choix opéré ;
- Les offres reçues ;
- Les modalités de contractualisation avec l'entreprises retenue.

**Les documents relatifs à la mise en concurrence ne sont à fournir au CPN qu'à partir de 1.000€ HTVA.**

**Cependant, et ce dès le 1er euro**, il appartient au pouvoir adjudicateur de prouver qu'il a satisfait à son obligation de principe de mise en concurrence. Dans cette



optique, il est important de conserver la preuve dans le dossier administratif de cette mise en concurrence, de sorte à pouvoir la fournir en cas de contrôle.

Par exemple : preuve de la sollicitation de 3 prestataires, établissement d'un comparatif des offres reçues, établissement d'un comparatif des produits proposés par plusieurs fournisseurs, justification du choix du prestataire sélectionné.

**Pour les marchés publics d'un montant attribué supérieur ou égal à 30.000 € HTVA**, le contrôle de légalité du marché s'effectue systématiquement au niveau du contrôle de premier niveau par l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...).

Ce contrôle de légalité porte tant sur le choix du mode de passation et de sa motivation en cas de recours à toute procédure autre que la procédure ouverte et la procédure restreinte, que sur l'attribution du marché ainsi que sur l'absence de conflit d'intérêt, notamment sur base des formulaires ad hoc tels que repris sur le site du programme.

Les contrôles portant sur la légalité des modifications en cours d'exécution sont repris ci-après.

Le cas échéant, le contrôle tient compte de l'avis technique d'opportunité en s'assurant notamment que le cas échéant les réserves émises ont pu être levées. Si aucun avis technique n'a été émis, le contrôle couvrira également les points visés dans le contrôle d'opportunité repris ci-dessus pour les marchés supérieurs à 30.000 €.

Pour effectuer ce contrôle, sont notamment transmis, le cas échéant :

- la décision arrêtant le mode de passation du marché ;
- le cahier spécial des charges contenant les conditions administratives et techniques particulières applicables au marché ;
- l'estimation du montant du marché ;
- l'avis de marché ou l'envoi des invitations à déposer offre ;
- le procès-verbal d'ouverture des offres ou le rapport de dépôt des offres généré par la e-plateforme ;
- le rapport d'analyse des offres ;
- la décision motivée d'attribution du marché ;
- la communication des décisions aux candidats/soumissionnaires ;
- les décisions de modifications (avenants/décomptes) en cours d'exécution ;
- l'offre retenue ;
- les déclarations d'absence de conflits d'intérêts ;



- pour les marchés supérieurs aux seuils européens, le(s) prénoms, le(s) noms, la date de naissance et le numéro NISS du ou des « bénéficiaires effectifs » du contractant au sens de l'article 3, point 6), de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil.

Lorsque l'acte contrôlé est soumis, conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la tutelle générale d'annulation des délibérations relatives aux marchés publics, l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement prend en considération l'avis rendu par l'Autorité de tutelle pour se prononcer.

Dans ce cas de figure, le BÉNÉFICIAIRE informe l'Autorité de tutelle que le marché fait l'objet d'un cofinancement dans le cadre du FEDER, en précisant l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement.

Le résultat du contrôle de légalité peut être de 3 ordres :

- Positif : les dépenses correspondantes pourront être introduites ;
- Positif avec corrections : les dépenses correspondantes pourront être introduites avec l'application de corrections forfaitaires ;
- Négatif : les dépenses relatives au marché sont inéligibles.

En l'absence de contrôle de légalité, ou si le contrôle de légalité est négatif, les dépenses correspondantes ne sont pas validées par le CPN.

Par ailleurs, la légalité du marché peut également être vérifiée lors d'un contrôle de premier niveau sur place, lors d'un contrôle de second niveau (Autorité d'audit), et lors d'un contrôle réalisé par la Commission ou la Cour des comptes européenne.

### **1.3. Exécution des marchés publics**

#### 1.3.1. Contrôle de l'exécution des marchés

La bonne exécution des marchés en conformité avec les modalités fixées dans le marché initial est contrôlée par le CPN lors du contrôle des dépenses ainsi que par l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement l'autorité d'audit, la Commission et la Cour des comptes européenne lors de contrôles ultérieurs.

##### *1.3.1.1. Modifications en cours d'exécution*

La modification en cours d'exécution est définie comme toute adaptation des conditions contractuelles du marché en cours d'exécution. Cette définition très large a pour conséquence que toute adaptation en cours d'exécution, même due à la révision des prix, ou encore à la suppression de certains postes non réalisés, doit être analysée au regard de la réglementation.



Une modification en cours d'exécution sans obligation de relance d'un nouveau marché pour exécuter la modification, peut être de deux types :

- Prévues dans les documents du marché sous forme d'une clause de réexamen (modification contractuelle) ;
- Autorisée par la réglementation en vigueur (modification réglementaire).

En tout état de cause, ces modifications ne peuvent en aucun cas changer la nature globale du marché.

Hormis les clauses de réexamen relatives à la révision des prix, toute modification en cours d'exécution d'un marché public doit selon le type de modification faire l'objet d'une motivation au CPN ou d'un formulaire spécifique disponible sur le site web du programme ainsi que d'un contrôle de légalité par l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement.

#### 1.3.1.1.1. Clauses de réexamen

En ce qui concerne la modification contractuelle, elle peut être apportée sans nouvelle procédure lorsque, quelle que soit sa valeur monétaire, elle a été prévue dans les documents du marché initial sous la forme d'une clause de réexamen claire, précise et univoque. Elle doit notamment mentionner le champ d'application des modifications possibles, leur nature et les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. La présence dans les documents de marché de clauses de réexamen démontre de la diligence de l'adjudicateur lors de la préparation du marché. A ce titre, elles sont clairement encouragées. Dans certains cas, elles sont même rendues obligatoires par la réglementation.

Hormis les clauses de réexamen relatives à la révision de prix, ces clauses de réexamen sont contrôlées par l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement. Le contrôle de légalité de l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement porte sur chacune de ces clauses de réexamen lorsque, le cas échéant, elles sont activées.

#### 1.3.1.1.2. Modifications réglementaires

En ce qui concerne les modifications réglementaires, elles sont éligibles sans nouvelle procédure de passation si elles respectent la réglementation en vigueur, la jurisprudence européenne et sont dûment justifiées en droit et en fait. Dans ce cadre, les éléments de fait en lien avec les conditions d'application de la règle invoquée doivent clairement établir le caractère légal de la modification.

##### ➤ Modifications « de minimis »

Les modifications « de minimis » consistent en des modifications du marché initial dont la valeur cumulée nette absolue n'atteint ni le seuil fixé pour la

publicité européenne, ni 10 % de la valeur actualisée (à savoir après prise en compte de la révision le cas échéant) du marché initial (15% en cas de marché de travaux)

Elles doivent être motivées en droit et en fait auprès du CPN.

➤ Modifications non-substantielles

Une modification est non substantielle si, quelle qu'en soit la valeur, elle ne remplit aucune des quatre conditions suivantes :

1. Le pouvoir adjudicateur introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient permis l'admission d'autres candidats que ceux retenus initialement ou l'acceptation d'une offre autre que celle initialement acceptée ou auraient attiré davantage de participants à la procédure de passation du marché ;
2. Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur de l'adjudicataire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
3. Elle élargit considérablement le champ d'application du marché ;
4. Lorsqu'un nouvel adjudicataire remplace celui auquel l'adjudicateur a initialement attribué le marché en dehors des cas prévus à la suite d'une succession universelle ou partielle ou à la suite d'opérations de restructuration de sociétés telles que prévu dans une clause de réexamen.

Une modification non-substantielle doit être motivée en droit et en fait. Le contrôle de l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement porte sur chaque modification présentée.

➤ Travaux, fournitures ou services complémentaires

Une modification pour des travaux, fournitures ou services complémentaires peut, sous conditions, être conclue avec le contractant principal. Il convient de démontrer que ces travaux, fournitures ou services complémentaires, non prévus à l'initial, sont devenus nécessaires, qu'un changement de contractant est impossible pour des raisons économiques ou techniques et présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'adjudicateur. Cette augmentation ne peut toutefois pas être supérieure à 50% de la valeur actualisée du marché initial. En cas de modifications successives, cette limite s'applique à la valeur de chaque modification. Ces modifications consécutives ne peuvent viser à contourner la réglementation en matière de marchés publics.

Une modification pour des travaux, fournitures ou services complémentaires doit être motivée en droit et en fait. Le contrôle de l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'AVIQ ou le CGT en charge du cofinancement porte sur chaque modification présentée.

➤ Modification suite à un évènement imprévisible dans le chef de l'adjudicateur

Une modification suite à un évènement imprévisible dans le chef de l'adjudicateur peut, sous conditions, être conclue avec le contractant principal. La modification doit être rendue nécessaire par des circonstances qu'un adjudicateur diligent ne pouvait pas prévoir. L'augmentation du prix ne peut pas être supérieure à 50% de la valeur actualisée du marché initial. En cas de modifications successives, cette limite s'applique à la valeur de chaque modification. Ces modifications consécutives ne peuvent viser à contourner la réglementation en matière de marchés publics.

Une modification suite à un évènement imprévisible doit être motivée en droit et en fait. Le contrôle de l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement porte sur chaque modification présentée.

➤ Modification suite à un changement d'adjudicataire

Une modification d'adjudicataire peut intervenir à la suite d'une succession universelle ou partielle de l'adjudicataire initial, à la suite d'opérations de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur économique qui remplit les critères de sélection établis initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et ne vise pas à contourner les dispositions en matière de marchés publics.

Une modification suite à un changement d'adjudicataire doit être motivée en droit et en fait. Le contrôle de l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...) en charge du cofinancement porte sur chaque modification présentée.

#### **1.4. Marchés à bordereaux de prix**

Le marché à bordereaux de prix est celui dans lequel seuls les prix unitaires des prestations sont forfaitaires, le prix à payer étant obtenu en appliquant les prix unitaires aux quantités de prestations effectuées.



Ce mode de détermination du prix implique que le montant définitif effectivement payé à l'adjudicataire ne correspond pas au prix initial du marché indexé, le cas échéant, mais aux quantités effectivement exécutées.

L'égalité de traitement entre les soumissionnaires est néanmoins garantie puisqu'ils sont mis en concurrence sur les prix unitaires. L'omission de prix unitaire dans les marchés où des postes sont à bordereaux de prix, c'est-à-dire à quantités présumées, peut entraîner, à l'appréciation du pouvoir adjudicataire, l'irrégularité de l'offre.

Pour ces marchés, le dépassement des quantités présumées n'est pas à considérer comme une modification du marché.

Toutefois, lorsque les variations successives cumulées des quantités présumées dépassent 10% de la quantité initiale, une justification doit être apportée afin d'assurer que les variations de quantités n'entraînent pas un changement de la nature globale du marché. Ces variations ne peuvent viser à contourner la réglementation en matière de marchés publics.

## **1.5. Dispositions complémentaires**

### **1.5.1. Marchés à Lots**

Le pouvoir adjudicateur peut décider de passer un marché sous la forme de lots distincts, auquel cas il en fixe la nature, le volume, l'objet, la répartition et les caractéristiques dans les documents du marché. Pour les marchés de fournitures, de services et de travaux dont le montant estimé est égal ou supérieur au seuil européen révisable pour la publicité européenne, tel qu'applicable aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs fédéraux, tous les pouvoirs adjudicateurs doivent envisager la division du marché en lots et, s'ils décident de ne pas diviser en lots, les raisons principales doivent être mentionnées dans les documents du marché. Si le pouvoir adjudicateur choisit de passer un marché sous la forme de lots distincts, il a le droit de n'en attribuer que certains et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou de plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon une autre procédure de passation. Dans l'avis de marché, le pouvoir adjudicateur indique s'il est possible de soumettre une offre pour un seul lot, pour plusieurs lots ou pour tous les lots. Le pouvoir adjudicateur peut, même lorsqu'il est possible de soumettre une offre pour plusieurs lots ou tous les lots, limiter le nombre de lots qui peuvent être attribués à un seul soumissionnaire, à condition que le nombre maximal de lots par soumissionnaire soit inscrit dans l'avis de marché. Le pouvoir adjudicateur indique dans les documents du marché les critères ou règles objectifs et non discriminatoires qu'il entend appliquer pour déterminer quels lots seront attribués lorsque l'application des critères d'attribution conduirait à attribuer à un soumissionnaire un nombre de lots supérieur au nombre maximal.

### **1.5.2. Marchés de services ou de fournitures présentant un caractère de régularité**

Le BÉNÉFICIAIRE apporte un point d'attention particulier au respect des règles de calcul des seuils pour la publicité. A ce titre, toute scission du marché en vue de se soustraire aux règles de publicité est sanctionnée par une correction financière. Lorsque des marchés de services ou de fournitures présentent un caractère de régularité ou sont destinés à être renouvelés au cours d'une période donnée, le montant est estimé sur une période économique de minimum 12 mois.

Dans ce cadre, lorsque le pouvoir adjudicateur en démontre la nécessité, il peut recourir à un marché fractionné en une ou plusieurs tranches fermes et une ou plusieurs tranches conditionnelles. Bien que la conclusion du marché porte sur l'ensemble du marché, elle n'engage le pouvoir adjudicateur que pour les tranches fermes. L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur portée à la connaissance de l'adjudicataire selon les modalités prévues dans les documents du marché initiaux. L'exécution de la tranche conditionnelle ne peut pas changer la nature globale du marché.

Dès sa conclusion, un marché peut comporter une ou plusieurs reconductions, selon les modalités mentionnées dans les documents du marché initiaux. La durée totale, y compris les reconductions, ne peut en règle générale dépasser quatre ans à partir de la conclusion du marché. La reconduction ne peut pas donner lieu à un changement de la nature globale du marché. Les clauses prévues au présent article doivent être rédigées de manière claire, précise et univoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des éventuelles conséquences qui peuvent en résulter ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

### **1.5.3. Montants à prendre en considération**

Les montants à prendre en considération dans le cadre de la présente sont ceux du marché public global et non uniquement la partie du marché présentée à la subsidiation.

## **2. LE BÉNÉFICIAIRE N'EST PAS POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **2.1. Questionnaire pouvoir adjudicateur**

Pour vérifier s'il est ou pas pouvoir adjudicateur, le bénéficiaire répond au questionnaire disponible dans la [Boîte à outils du site Internet du programme](#). Si le questionnaire mène au constat que le bénéficiaire n'est pas pouvoir adjudicateur son représentant légal s'engage sur l'honneur en signant le document à fournir au CPN lors de l'introduction du premier rapport de l'opérateur. Le bénéficiaire non-pouvoir adjudicateur pourra ainsi prétendre à suivre ses propres modalités de mise en concurrence dans le respect des principes généraux du programme dont l'égalité de traitement.

## **2.2. Contrôle pour montant inférieur à 30.000 €**

**Dans le cas d'un montant attribué inférieur à 30.000 € HTVA,** le contrôle porte sur le respect des principes généraux de mise en concurrence, de transparence et d'égalité de traitement et s'effectue lors du contrôle de premier niveau par le CPN sur base, notamment, des documents suivants insérés dans l'application :

- Un document justifiant d'une mise en concurrence suffisante et du choix opéré ;
- Les offres reçues ;
- Les modalités de contractualisation avec l'entreprises retenue.

**Les documents relatifs à la mise en concurrence ne sont à fournir au CPN qu'à partir de 1.000€ HTVA.**

**Cependant, et ce dès le 1er euro,** il appartient au bénéficiaire de prouver qu'il a satisfait à son obligation de principe de mise en concurrence. Dans cette optique, il est important de conserver la preuve dans le dossier administratif de cette mise en concurrence, de sorte à pouvoir la fournir en cas de contrôle.

Par exemple : preuve de la sollicitation de 3 prestataires, établissement d'un comparatif des offres reçues, établissement d'un comparatif des produits proposés par plusieurs fournisseurs, justification du choix du prestataire sélectionné, ....

## **2.3. Contrôle pour montant supérieur ou égal à 30.000 €**

Le contrôle porte sur le respect des principes généraux de mise en concurrence, de transparence et d'égalité de traitement et s'effectue au niveau du contrôle de premier niveau par l'ADMINISTRATION FONCTIONNELLE, l'OIP/UAP (AVIQ, CGT, WBI, ONE, ...).

Les documents à fournir sont :

- Un document justifiant d'une mise en concurrence suffisante (consultation de minimum 3 prestataires/fournisseurs) et du choix opéré
- Les offres reçues
- Les modalités de contractualisation avec l'entreprise retenue

Le résultat du contrôle peut être de 3 ordres :

- Positif : les dépenses correspondantes pourront être introduites ;
- Positif avec corrections : les dépenses correspondantes pourront être introduites avec l'application de corrections forfaitaires ;
- Négatif : les dépenses sont inéligibles.

En l'absence de contrôle, ou si le contrôle est négatif, les dépenses correspondantes ne sont pas validées par le CPN.

Par ailleurs, la dépense peut également être vérifiée lors d'un contrôle de premier niveau sur place, lors d'un contrôle de second niveau (Autorité d'audit), ou lors d'un contrôle réalisé par la Commission ou la Cour des comptes européenne.

